

## Justification de l'utilisation de chaque article du FEAMP – complément à la section 3.3

### 1.1.1 Priorité 1 de l'Union : Encourager une pêche durable sur le plan environnemental, efficace dans l'utilisation des ressources, innovante, compétitive et fondée sur les connaissances

Objectif spécifique		<i>OS 1 : limiter l'incidence de la pêche sur le milieu marin, y compris éviter et réduire dans toute la mesure du possible les captures non désirées</i>				
Intitulé de la mesure retenue concernée	Convient-il d'inclure l'indicateur dans le cadre des performances	Indicateurs de réalisation de la mesure			Justification de l'utilisation de chaque article	Objectif thématique auquel la mesure retenue contribue
		Intitulé de l'indicateur de réalisation et son unité de mesure	Valeur cible pour 2023	Unité de mesure		
Art.37 – Aide à la conception et à la mise en œuvre des mesures de conservation et de la coopération régionale	OUI	IR 4 – Nombre de projets pour des mesures de conservation, de réduction de l'incidence de la pêche sur l'environnement et adaptation de la pêche à la protection des espèces	51	Nombre de projets	<p>Sur tout le territoire national, il s'agira de contribuer aux démarches de régionalisation et renforcer l'implication de la profession dans la conception et la mise en œuvre de mesures de conservation <b>(37, N)</b>.</p> <p>Cette mesure permettra le soutien de la participation des professionnels de la pêche maritime à des événements de diffusion de l'information scientifique et technique sur l'élaboration et la mise en œuvre de mesures de conservation aux échelles nationale et internationale, et le soutien aux démarches de régionalisation au sens du règlement n°1380/2013.</p> <p>En matière d'amélioration de la gestion de la ressource, en complément des interventions des organisations de producteurs (OP), il s'agira de</p>	OT 6

					<p>renforcer l'implication des professionnels dans la mise en œuvre des mesures de gestion, qui passera par l'aide à la conception et à la mise en œuvre des mesures de conservation et de coopération régionale.</p> <p>A part à Mayotte, cette mesure est exclusivement réservée aux comités des pêches.</p>	
<p>Art. 38 – Limitation de l'incidence de la pêche sur le milieu marin et adaptation de la pêche à la protection des espèces</p>	OUI	<p>IR 4 – Nombre de projets pour des mesures de conservation, de réduction de l'incidence de la pêche sur l'environnement et adaptation de la pêche à la protection des espèces</p>	396	<p>Nombre de projets</p>	<p>Besoins unitaires auxquels répond cette mesure <b>(38, R, toutes Régions sauf PACA et St Martin)</b> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Réduire les coûts de production des entreprises de pêche (coût de l'énergie, coût de gestion des rejets)</li> <li>- Inciter les pêcheurs à mettre en œuvre les mesures de pêche durable afin d'améliorer la sélectivité</li> </ul> <p>Les armements investissant pour réduire les captures non désirées sont éligibles</p> <p>Il s'agira de mettre en place des projets nationaux et régionaux, souvent portés par les professionnels eux-mêmes, sur la base des résultats acquis au travers du premier pilier grâce au soutien à l'engagement des professionnels de la pêche maritime dans des actions de pêche durable dont l'efficacité a été prouvée et qui consisteront en des investissements à bord permettant d'améliorer la sélectivité des engins de pêche vis-à-vis des stocks commerciaux ou de diminuer leur incidence physique et</p>	OT 6

					biologique sur l'écosystème et les fonds marins	
Art. 39 – Innovation liée à la conservation des ressources biologiques de la mer	OUI	IR 4 – Nombre de projets pour des mesures de conservation, de réduction de l'incidence de la pêche sur l'environnement et adaptation de la pêche à la protection des espèces	50	Nombre de projets	<p>Sur tout le territoire national, il s'agira de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Réduire les coûts de production des entreprises de pêche</li> <li>- Organiser à l'échelle nationale l'innovation technique sur les interactions pêche/environnement</li> <li>- Identifier les pratiques permettant de réduire l'impact des pêches sur l'environnement et allant au-delà de la réglementation</li> </ul> <p>Cette mesure <b>(39, N)</b> permettra d'établir une liste d'actions halio-responsables validées scientifiquement. Sa mise en œuvre se fait par appel à projets. Les projets devront apporter des innovations sur les thèmes suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Sélectivité des engins de pêche</li> <li>- Evitement des captures accidentelles</li> <li>- Mise en œuvre de la réglementation environnementale</li> <li>- Mise en place des zones de conservation halieutiques</li> </ul> <p>Pour cette mesure, un effort particulier sera fait en début de programmation afin de permettre la mise à disposition rapide d'outils d'aide à la transition écologique.</p>	OT 6
Art. 43.2 – Ports de pêche, sites de débarquement, halles de criée et abris / investissements pour faciliter le respect de l'obligation de débarquer toutes les captures	OUI	IR 3 – Nombre de projets sur la valeur ajoutée, la qualité, l'utilisation des captures non désirées et les	79	Nombre de projets	<p>Il s'agira de prendre en charge les produits soumis à l'obligation de débarquement <b>(43.2, R, toutes Régions métropolitaines littorales ainsi que la Guyane et la Réunion)</b>. Les projets porteront sur les</p>	OT 6

		portes de pêche, sites de débarquement, halles de criée et abris			investissements dédiés à la manutention et à la logistique, au stockage et à la traçabilité des produits. L'obligation de séparation des flux entre les produits commerciaux et les autres ne permettra pas d'utiliser toujours les équipements existants. Les études nécessaires au dimensionnement des équipements ou à la définition d'une nouvelle organisation sont aussi éligibles.  Les investissements types seront priorisés dans un plan régional d'équipement et de développement des ports de pêche réalisé en concertation avec les acteurs régionaux.	
--	--	--	--	--	---	--

Objectif spécifique		OS 1.2 : protéger et restaurer la biodiversité et les écosystèmes aquatiques				
Intitulé de la mesure retenue concernée	Convient-il d'inclure l'indicateur dans le cadre des performances	Indicateurs de réalisation de la mesure			Justification de l'utilisation de chaque article	Objectif thématique auquel la mesure retenue contribue
		Intitulé de l'indicateur de réalisation et son unité de mesure	Valeur cible pour 2023	Unité de mesure		
40.1.b – g, i – Protection et restauration de la biodiversité marine / construction d'installation pour protéger la faune et la flore marine ; contribution à une meilleure gestion ou conservation des	NON	IR 6 – Nombre de projets pour la protection et le rétablissement de la biodiversité et des écosystèmes	568	Nombre de projets	Sur tout le territoire national, il s'agira <b>(40.1 c, d, e, f, g et i, N)</b> : - d'inciter les pêcheurs à mettre en œuvre des actions halio-responsables - de renforcer l'implication de la profession dans la mise en œuvre de mesure de gestion	OT 6

ressources ; préparation, suivi et mise à jour des plan de protection et de gestion des sites Natura 2000 ; gestion, restauration et suivi des sites Natura 2000 ; gestion, restauration et surveillance des zones marines protégées (DCSMM) ; amélioration de l'écোসensibilisation ; autres actions de préservation et renforcement de la biodiversité et services écosystémiques					<p>Cette mesure permettra :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- de soutenir des projets sur les zones de conservation halieutiques (40.1.c),</li> <li>- d'accompagner la prise en compte de la pêche dans les sites Natura 2000 et dans les autres AMP (40.1.d,e,f),- de soutenir des actions d'écোসensibilisation associant les pêcheurs (40.1.g),</li> <li>- de soutenir l'engagement des professionnels de la pêche maritime dans des actions halio-responsables ayant établi scientifiquement leur contribution environnementale et qui consisteront :</li> <li>- soit au remplacement d'engins de pêche par des engins moins impactant sur les fonds marins (40.1.c),</li> <li>- soit à l'installation de dispositifs d'évitement des captures accidentelles d'espèces protégées (40.1.c),</li> <li>- soit à des actions « sentinelles de la mer » contribuant à la connaissance du milieu marin) (40.1. i).</li> </ul>	
--	--	--	--	--	---	--

Objectif spécifique	<b>OS 1.3 : garantir l'équilibre entre la capacité de pêche et les possibilités de pêche existantes</b>					
Intitulé de la mesure retenue concernée	Convient-il d'inclure l'indicateur dans le cadre des performances	Indicateurs de réalisation de la mesure			Justification de l'utilisation de chaque article	Objectif thématique auquel la mesure retenue contribue
		Intitulé de l'indicateur de réalisation et son unité de mesure	Valeur cible pour 2023	Unité de mesure		
Art. 34 – Arrêt définitif de l'activité de pêche	NON	IR 5 – Nombre de projets d'arrêt définitif des	65	Nombre de projets	Besoin unitaire auquel répond cette mesure : réduire l'effort de pêche des segments en déséquilibre avéré	OT 6

		activités de pêche			En matière d'amélioration de la gestion de la ressource, en complément des interventions des organisations de producteurs (OP), lorsque cela est nécessaire pour réduire l'effort de pêche des segments en déséquilibre avéré, des arrêts définitifs des navires appartenant à un segment en déséquilibre avéré dans le rapport annuel prévu à l'article 22.2 R(UE) n°1380/2014 seront mis en place <b>(34, N)</b> . Les navires réalisant les plus importants débarquements sur des stocks en mauvais état seront prioritaires.	
Art. 36 – Aide aux systèmes de répartition des possibilités de pêche	NON	IR 2 – Nombre de projets portant sur des systèmes d'attribution des possibilités de pêche	7	Nombre de projets	<p>Sur tout le territoire national, il s'agira de suivre la gestion des quotas des navires hors OP <b>(36, N)</b></p> <p>En matière d'amélioration de la gestion de la ressource, en complément des interventions des organisations de producteurs (OP), il s'agira de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- renforcer l'implication des professionnels, notamment dans la mise en œuvre des mesures de conservation et de gestion passera par la mobilisation de la mesure relative à l'aide aux systèmes de répartition des possibilités de pêche</li> <li>- accompagner le secteur professionnel, au travers de ses organes représentatifs, dans le suivi des navires hors OP, sur la base de projets permettant la répartition des possibilités de pêche des navires hors OP</li> </ul>	OT 6

Objectif spécifique		<b>OS 1.4 : renforcer la compétitivité et la viabilité des entreprises de pêche, y compris des navires pratiquant la petite pêche côtière, et améliorer les conditions de sécurité et de travail</b>				
Intitulé de la mesure retenue concernée	Convient-il d'inclure l'indicateur dans le cadre des performances	Indicateurs de réalisation de la mesure			Justification de l'utilisation de chaque article	Objectif thématique auquel la mesure retenue contribue
		Intitulé de l'indicateur de réalisation et son unité de mesure	Valeur cible pour 2023	Unité de mesure		
Art. 27 – Services de conseil	OUI	IR 1 – Nombre de projets d'innovation, services de conseil et partenariats avec les scientifiques	325	Nombre de projets	Afin de renforcer la compétitivité de la filière dans le cadre de la transition écologique et d'une pêche durable, cette mesure <b>(27, R, toutes Régions littorales sauf HN, BN, PACA et St Martin)</b> pourra être mobilisée pour évaluer la faisabilité ou formuler des avis sur des projets répondant aux objectifs des autres mesures de la priorité 1 et grâce auxquels ils seront soutenus.	OT 3
Art. 30 – Diversification et nouvelles formes de revenu	OUI	IR 9 – Nombre de projets pour la promotion du capital humain et le dialogue social, la diversification et les nouvelles formes de revenu, la création d'entreprises par les jeunes pêcheurs et la santé / sécurité	240	Nombre de projets	Il s'agira de favoriser l'amélioration de la rentabilité des entreprises de pêche par le développement de nouvelles activités en lien direct avec la pêche, valorisant les pratiques de pêche durable, les métiers ou les produits, tels que le pescatourisme et les découverte des produits de la pêche <b>(30, R, toutes Régions littorales sauf Haute Normandie, Basse Normandie, Bretagne, Pays de la Loire, PACA, Mayotte)</b> . Les mesures en faveur de la protection de l'environnement permettant de répondre aux objectifs de la DCSMM et de Natura 2000 seront également soutenues.	OT 3

Art. 31 – Aide à la création d'entreprises pour les jeunes pêcheurs	OUI	IR 9 – Nombre de projets pour la promotion du capital humain et le dialogue social, la diversification et les nouvelles formes de revenu, la création d'entreprises par les jeunes pêcheurs et la santé / sécurité	421	Nombre de projets	<p>L'attractivité du secteur de la pêche devra être renforcée pour assurer la relève générationnelle. La mesure <b>(31, R, toutes les Régions littorales)</b> sera mobilisée pour soutenir l'accompagnement de l'installation des jeunes pêcheurs sur des projets d'activités de pêche résolument durables et présentant des perspectives économiques favorables.</p> <p>L'acquisition en copropriété pourra être éligible dans le cadre défini par l'autorité de gestion, en lien avec les Régions.</p>	OT 3
Art. 32 – Santé et sécurité	OUI	IR 9 – Nombre de projets pour la promotion du capital humain et le dialogue social, la diversification et les nouvelles formes de revenu, la création d'entreprises par les jeunes pêcheurs et la santé / sécurité	639	Nombre de projets	<p>L'attractivité du secteur de la pêche devra être renforcée pour assurer la relève générationnelle. Pour cela, il s'agira de soutenir les projets portant sur l'amélioration des conditions de travail, de sécurité et de vie à bord et réduire la pénibilité <b>(32, R, toutes les Régions littorales sauf PACA, Corse et St Martin)</b>.</p> <p>La priorité donnée aux démarches collectives permettra de favoriser la généralisation des équipements ou aménagements adaptés pour les flottilles concernées.</p>	OT 3
Art. 33 – Arrêt temporaire des activités de pêche	NON	IR 10 – Nombre de projets d'arrêts temporaires	515	Nombre de projets	<p>Sur tout le territoire national, il s'agira d'indemniser les arrêts d'activité nécessaires pour la gestion durable des pêcheries ou les rejets <b>(33, N)</b>.</p> <p>Cette aide est versée à un bénéficiaire qui :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- rend ses obligations déclaratives les deux années précédant la date de la</li> </ul>	OT 3



				<p>demande.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- appartient à un segment de flotte pour lequel le plan d'action du dernier rapport sur l'équilibre entre les capacités et les possibilités de pêche prévoit des mesures d'aide à l'arrêt temporaire (hors mesure d'urgence ou non renouvellement d'un accord de pêche partenarial);</li> <li>- est en état de naviguer pendant la période d'arrêt temporaire indemnisé.</li> </ul> <p>Dans le cas où le nombre de bénéficiaires est supérieur aux possibilités financières les navires les plus dépendants économiquement des pêcheries fermées sont privilégiés.</p> <p>L'indemnisation est calculée pour compenser les pertes de revenu, de l'équipage et de l'entreprise de pêche, entraînées par l'arrêt temporaire.</p>	
Art. 35 – Fonds de mutualisation en cas de phénomènes climatiques défavorables et d'incidents environnementaux	NON	IR 11 – Nombre de projets de fonds de mutualisation	1	<p>Les professionnels de la pêche sont exposés à des risques exogènes spécifiques, climatiques et environnementaux. Des événements récents (tempêtes Xynthia et intempéries de l'hiver 2013-2014, par exemple) démontrent la nécessité de mettre en place un mécanisme de couverture des risques dans les secteurs de la pêche sur tout le territoire national, et de rechercher les possibilités de mutualisation de ces risques <b>(35, N)</b>. Cette démarche permettra de renforcer la sécurité financière des producteurs et donc l'attractivité du secteur de la pêche et d'inciter à de nouvelles installations.</p>	OT 3

					Une étude est actuellement conduite qui permettra le préciser dans quelle conditions elle sera mise en œuvre ainsi que les moyens qui lui seront affectés.	
Art. 42 – Valeur ajoutée, qualité des produits et utilisation des captures non désirées	OUI	IR 3 – Nombre de projets sur la valeur ajoutée, la qualité, l'utilisation des captures non désirées et les portes de pêche, sites de débarquement, halles de criée et abris	323	Nombre de projets	Il s'agira <b>(42, R, toutes les Régions littorales sauf Mayotte, Guadeloupe, St Martin)</b> de favoriser l'amélioration de la rentabilité des entreprises de pêche à travers : - l'amélioration de la qualité des produits grâce par des investissements innovants à bord, - l'amélioration des conditions de vente directe par les pêcheurs de leurs propres captures, en complémentarité avec les réseaux de commercialisation organisés déjà existants autour des halles à marées. Les projets de transformation seront traités au titre de la mesure 69 <i>Ouverture de la mesure :</i>	OT 3
Art. 43.1 – Ports de pêche, sites de débarquement, halles de criée et abris / investissements pour améliorer la qualité, le contrôle, la traçabilité des produits débarqués, contribuer à l'efficacité énergétique, améliorer la protection environnementale, la sécurité et les conditions de travail	OUI	IR 3 – Nombre de projets sur la valeur ajoutée, la qualité, l'utilisation des captures non désirées et les portes de pêche, sites de débarquement, halles de criée et abris	148	Nombre de projets	En amont de la 1ère vente (prise en charge des produits) il s'agira d'améliorer l'enregistrement, la qualité et la valorisation afin d'en accroître la valeur et ainsi le revenu du pêcheur <b>(43.1, R, toutes les Régions littorales)</b> . Les projets favorisant de meilleures conditions de travail et de sécurité ainsi que ceux permettant la transition écologique des ports (efficacité énergétique, protection environnementale) sont retenus. Les infrastructures sont entendues comme l'ensemble des ouvrages maritimes et terrestres, des bâtiments, installations et équipements à caractère collectif	OT 3

					contribuant aux services portuaires et à l'activité économique de la filière pêche. Les investissements seront priorités dans un plan régional d'équipement et de développement des ports de pêche réalisé par les Régions en concertation avec les acteurs de la filière. Les études d'avant-projet sont aussi éligibles. Halles à marée lors de et en aval de la première vente : mesures 68 et 69. <i>Ouverture de la mesure : toutes les Régions littorales</i>	
Art. 43.3 - Ports de pêche, sites de débarquement, halles de criée et abris / investissements pour améliorer la sécurité des pêcheurs	OUI	IR 3 – Nombre de projets sur la valeur ajoutée, la qualité, l'utilisation des captures non désirées et les portes de pêche, sites de débarquement, halles de criée et abris	54	Nombre de projets	Afin d'améliorer les conditions de sécurité et de travail sur la place portuaire et renforcer la tranquillité du plan d'eau, le FEAMP pourra soutenir la construction ou la modernisation d'abris au sens d'ouvrages maritimes et terrestres <b>(43.3, R, NPDC et Picardie, Poitou-Charentes, Aquitaine, PACA, Corse, Réunion, Martinique, Guyane)</b> . Les investissements seront priorités dans un plan régional d'équipement et de développement des ports de pêche réalisé par les Régions en concertation avec les acteurs de la filière. Les études d'avant-projet sont aussi éligibles.	OT 3

Objectif spécifique	OS 1.5 : Fournir un soutien au renforcement du développement technologique, de l'innovation, y compris l'augmentation de l'efficacité énergétique, et du transfert de connaissances					
Intitulé de la mesure retenue concernée	Convient-il d'inclure l'indicateur dans le cadre des performances	Indicateurs de réalisation de la mesure			Justification de l'utilisation de chaque article	Objectif thématique auquel la mesure retenue contribue
		Intitulé de l'indicateur de réalisation et son unité de mesure	Valeur cible pour 2023	Unité de mesure		
Art. 26 - Innovation	OUI	IR 1 – Nombre de projets d'innovation, services de conseil et partenariats avec les scientifiques	53	Nombre de projets	Sur tout le territoire national, il s'agira de <b>(26, N)</b> : - Réduire les coûts de production des entreprises de pêche (énergie, gestion des rejets) - Améliorer la valeur ajoutée et la qualité des produits (rejets inclus) à l'échelle des entreprises de pêche - Assurer la prise en charge des produits afin d'en améliorer la qualité et l'enregistrement - Favoriser la transition écologique des halles à marée - Prendre en charge les produits soumis à l'obligation de débarquement Exclusivement retenus : les projets d'innovation soumis par appels à projets nationaux, répondant aux besoins unitaires ci-dessus Retenus en priorité : - les acteurs s'appuyant sur les Pôle de compétitivité et les centres technique (CTI et CRT) - les projets débouchant rapidement vers des transferts de connaissances et de technologies vers les entreprises de la filière - les projets collaboratifs, associant entreprises et organismes scientifiques ou techniques, favorisant ainsi l'accès	OT 3

					des petites entreprises aux outils d'innovation.	
Art. 28 – Partenariats entre scientifiques et pêcheurs	OUI	IR 1 – Nombre de projets d'innovation, services de conseil et partenariats avec les scientifiques	24	Nombre de projets	<p>Sur tout le territoire national, il s'agira de <b>(28, N)</b> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Organiser à l'échelle nationale l'expertise, la connaissance, le développement et l'innovation technique sur les interactions pêche/environnement</li> <li>- Identifier les pratiques permettant de réduire l'impact des pêches sur l'environnement et allant au-delà de la réglementation</li> <li>- Améliorer la connaissance sur les ressources halieutiques et sur l'activité de pêche</li> <li>- Valoriser le savoir et le savoir-faire sur les interactions entre la pêche et l'environnement</li> </ul> <p>Les armements seront accompagnés dans leurs efforts de réduire leur incidence sur le milieu marin ainsi que dans l'amélioration des connaissances de la ressource halieutique grâce aux partenariats entre scientifiques et pêcheurs.</p> <p>Cette mesure permettra la diffusion des connaissances et l'échange de bonnes pratiques pour la limitation de l'incidence de l'activité de pêche sur l'environnement marin.</p> <p>Cette mesure fonctionnera exclusivement par appels à projets.</p>	OT 3
Art. 41.1.a - Efficacité énergétique et atténuation du changement climatique /	NON	IR 7 – Nombre de projets pour l'efficacité	= 110 + 109 + 66 = 285	Nombre de projets	L'amélioration de l'efficacité énergétique afin de réduire les coûts de production des entreprises de	OT 4

investissements à bord pour réduire l'émission de polluants ou gaz à effet de serre (hors moteurs)		énergétique et l'atténuation du changement climatique			<p>pêche sera permise grâce aux investissements à bord limitant les émissions polluantes et réduisant la consommation d'énergie <b>(41.1.a, R, toutes les Régions littorales sauf PACA, St Martin et Mayotte).</b></p> <p>Ces actions seront mise en œuvre en tirant partie, le cas échéant, des projets d'innovation collaboratifs menés en amont, et retenus au titre de l'article 26, ou des projets de partenariats entre scientifiques et pêcheurs (article 28).</p>	
Art. 41.1.b - Efficacité énergétique et atténuation du changement climatique / audits et programmes en matière d'efficacité énergétique	NON	IR 7 – Nombre de projets pour l'efficacité énergétique et l'atténuation du changement climatique	109	Nombre de projets	<p>L'amélioration de l'efficacité énergétique afin de réduire les coûts de production des entreprises de pêche sera permise grâce à la mobilisation des outils d'audit en efficacité énergétique <b>(41.1.b, R, toutes les Régions littorales sauf PACA, St Martin et Mayotte).</b></p>	
Art. 41.1.c - Efficacité énergétique et atténuation du changement climatique / études destinées à évaluer la contribution de nouveaux systèmes de propulsion ou modèles de coques	NON	IR 7 – Nombre de projets pour l'efficacité énergétique et l'atténuation du changement climatique	66	Nombre de projets	<p>L'amélioration de l'efficacité énergétique sera permise grâce à la mobilisation d'étude de nouveaux systèmes de propulsion ou de modèles de coque <b>(41.1.c, R, toutes les Régions littorales sauf Haute-Normandie, PACA, St Martin et Mayotte)</b></p> <p>Ces actions seront mise en œuvre en tirant partie, le cas échéant, des projets d'innovation collaboratifs menés en amont, et retenus au titre de l'article 26, ou des projets de partenariats entre scientifiques et pêcheurs (article 28).</p>	OT 4
Art. 41.2 - Efficacité énergétique	NON	IR 8 – Nombre de	1120	Nombre	L'amélioration de l'efficacité	OT 4

et atténuation du changement climatique / remplacement ou modernisation des moteurs principaux ou auxiliaires		projets de remplacement ou modernisation des moteurs		de projets	<p>énergétique afin de réduire les coûts de production des entreprises de pêche et l'impact environnemental de l'activité sera permise grâce aux aides à la motorisation <b>(41.2, R, toutes les Régions littorales sauf Basse-Normandie et PACA).</b></p> <p>Ces actions seront mise en œuvre en tirant partie, le cas échéant, des projets d'innovation collaboratifs menés en amont, et retenus au titre de l'article 26, ou des projets de partenariats entre scientifiques et pêcheurs (article 28).</p>	
---	--	--	--	------------	---	--

Objectif spécifique	<b>OS 1.6 : développer la formation professionnelle, de nouvelles compétences professionnelles et l'apprentissage tout au long de la vie</b>					
Intitulé de la mesure retenue concernée	Convient-il d'inclure l'indicateur dans le cadre des performances	Indicateurs de réalisation de la mesure			Justification de l'utilisation de chaque article	Objectif thématique auquel la mesure retenue contribue
		Intitulé de l'indicateur de réalisation et son unité de mesure	Valeur cible pour 2023	Unité de mesure		
Art. 29.1 - – Promotion du capital humain et dialogue social	OUI	IR 9 – Nombre de projets pour la promotion du capital humain et le dialogue social, la diversification et les nouvelles formes de revenu, la création d'entreprises par les jeunes pêcheurs et la santé / sécurité	25	Nombre de projets	<p>Sur tout le territoire national, il s'agira de renforcer l'attractivité de la pêche en améliorant niveau de formation et conditions de travail, en gérant les risques, en favorisant l'installation <b>(29.1.a, N).</b></p> <p>Exclusivement retenues : formations professionnelles continues longues et qualifiantes.</p> <p>Prioritairement retenues : formations fixées annuellement par un comité de pilotage sur la base des données de l'observatoire des métiers à la pêche.</p>	OT 8

**1.1.2 Priorité 2 de l'Union : encourager une aquaculture durable sur le plan environnemental, efficace dans l'utilisation des ressources, innovante, compétitive et fondée sur les connaissances**

Objectif spécifique		<b>OS 2.1 : Fournir un soutien au renforcement du développement technologique, de l'innovation et du transfert des connaissances</b>				
Intitulé de la mesure retenue concernée	Convient-il d'inclure l'indicateur dans le cadre des performances	Indicateurs de réalisation de la mesure			Justification de l'utilisation de chaque article	Objectif thématique auquel la mesure retenue contribue
		Intitulé de l'indicateur de réalisation et son unité de mesure	Valeur cible pour 2023	Unité de mesure		
Art. 47 - Innovation	NON	IR 12 – Nombre de projets d'innovation et de services de conseil	64	Nombre de projets	<p>Sur tout le territoire national, il s'agira de soutenir exclusivement les projets d'innovation retenus par appels à projets nationaux <b>(47, N)</b>, répondant aux besoins unitaires suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- anticiper et prévenir les risques et aléas sur la production (management de la santé animale et amélioration génétique)</li> <li>- identifier et explorer des sites pour accueillir de nouvelles capacités de production respectueuses de l'environnement</li> <li>- renforcer la durabilité environnementale (réduction des intrants, des impacts sur le milieu, pratiques d'élevages intégrées)</li> <li>- valoriser les coproduits et les déchets</li> </ul> <p>Les acteurs devront s'appuyer sur les pôles de compétitivité, les instituts de recherche, les groupements d'intérêt scientifiques et les centres techniques.</p> <p>Prioritairement retenus : projets collectifs au bénéfice de l'ensemble de</p>	OT 3



					la filière (diffusion des résultats par les réseaux d'échange et les structures de soutien et d'animation) ; projets individuels d'entreprises, y compris par les TPE	
Art. 49 – Services de gestion, de remplacement et de conseil pour les exploitations aquacoles	NON	IR 12 – Nombre de projets d'innovation et de services de conseil	237	Nombre de projets	<p>En vue de renforcer la production aquacole, la création, en mer et à terre, de nouvelles unités de production durable, sera facilitée, ainsi que le développement de techniques et systèmes à faible impact sur le milieu, et l'accompagnement des entreprises dans l'anticipation des évolutions réglementaires, socio-économiques et environnementales. L'amélioration de la qualité et la valorisation des produits, co-produits et déchets de l'aquaculture seront aussi encouragées <b>(49, R, toutes Régions sauf HN, BN, PACA, Corse)</b>.</p> <p>Les entreprises pourront bénéficier de conseils individuels afin de mettre en place des stratégies de production durable dans le cadre d'implantation de nouvelles activités, de déploiement de nouvelles techniques ou à faible impact environnemental, ainsi que des stratégies de valorisation des produits et de gestion des co-produits et déchets.</p> <p>Pour les filières émergentes, il s'agira de favoriser la mise en place collective de tels services de conseils.</p>	OT 3

Objectif spécifique	<b>OS 2.2 : renforcer la compétitivité et la viabilité des entreprises aquacoles, y compris l'amélioration des conditions de sécurité et de travail, en particulier des PME</b>					
Intitulé de la mesure retenue concernée	Convient-il d'inclure l'indicateur dans le cadre des performances	Indicateurs de réalisation de la mesure			Justification de l'utilisation de chaque article	Objectif thématique auquel la mesure retenue contribue
		Intitulé de l'indicateur de réalisation et son unité de mesure	Valeur cible pour 2023	Unité de mesure		
Art. 48.1.a-d, f-h – Investissements productifs en aquaculture (OT 3)	OUI	IR 13 – Nombre de projets d'investissements productifs dans l'aquaculture	1025	Nombre de projets	Pour développer l'aquaculture en mer et à terre et augmenter la compétitivité des entreprises et leur ancrage territorial, il convient de renforcer le potentiel productif des entreprises, prévenir et atténuer les risques sur la production et mieux la valoriser <b>(48.1 a-d, f-h, R, toutes Régions)</b> . Sera encouragé le soutien aux investissements individuels ou mutualisés au niveau de groupements d'entreprises, permettant de mettre en exploitation de nouvelles unités productives (sites, espèces, techniques), de réhabiliter des outils et sites de production existants, d'installer des entreprises, de déployer des systèmes intégrés (Bio, AMTI, aquaponie). Les investissements pour la protection des cheptels, la prévention et le traitement des pathologies et mortalités seront encouragés, ainsi que ceux favorisant l'excellence sanitaire, l'identification, la promotion et la valorisation des produits, y compris les unités de 1 <sup>e</sup> transformation et le développement d'activités complémentaires.	OT 3
Art. 52 – Encouragement à l'établissement de nouveaux	NON	IR 16 – Nombre de projets de	181	Nombre de projets	Afin de développer la filière aquacole et de renforcer la place des	OT 3

aquaculteurs respectueux des principes du développement durable		promotion du capital humain de l'aquaculture en général et d'établissement de nouveaux aquaculteurs			<p>aquacultures dans les territoires, il convient de faciliter le renouvellement de la profession et de favoriser les nouvelles installations d'entreprises <b>(52, R, toutes Régions sauf BZH, PACA).</b></p> <p>La création de nouvelles unités de production durable se fera grâce à l'encouragement à l'établissement de nouveaux aquaculteurs sur des sites nouveaux ou préexistants et l'accompagnement de l'installation en aquaculture.</p>	
---	--	---	--	--	---	--

Objectif spécifique		<b>OS 2.3 : protéger et restaurer la biodiversité aquatique, renforcer les écosystèmes liés à l'aquaculture et promouvoir une aquaculture efficace dans l'utilisation des ressources</b>				
Intitulé de la mesure retenue concernée	Convient-il d'inclure l'indicateur dans le cadre des performances	Indicateurs de réalisation de la mesure			Justification de l'utilisation de chaque article	Objectif thématique auquel la mesure retenue contribue
		Intitulé de l'indicateur de réalisation et son unité de mesure	Valeur cible pour 2023	Unité de mesure		
Art.48.1.k – Investissements productifs en aquaculture / augmentation de l'efficacité énergétique et énergies renouvelables (OT 4)	OUI	IR 13 – Nombre de projets d'investissements productifs dans l'aquaculture	393	Nombre de projets	<p>En vue de développer la filière aquacole tout en renforçant la durabilité environnementale des aquacultures, il convient de développer des pratiques et systèmes de production permettant de réduire les intrants (aliments, eau, énergie). L'efficacité énergétique des entreprises aquacoles s'appuiera sur le soutien aux investissements permettant de déployer des systèmes plus économes en énergie dans les entreprises, d'équiper les équipements et sites de production en systèmes utilisant des sources alternatives ou</p>	OT 4

					renouvelables d'énergie, ou d'adapter les sites pour limiter les déperditions énergétiques <b>(48.1.k, R, toutes Régions sauf BN, GUA)</b>	
Art.48.1.e, i, j – Investissements productifs en aquaculture / efficacité dans l'utilisation des ressources, réduction de l'utilisation de produits chimiques, systèmes de recirculation en circuit fermé (OT 6)	OUI	IR 13 – Nombre de projets d'investissements productifs dans l'aquaculture	446	Nombre de projets	En vue de développer la filière aquacole tout en renforçant la durabilité environnementale des aquacultures, il convient de développer des pratiques et systèmes de production permettant de réduire les intrants (aliments, eau, énergie), de réduire l'impact sur l'environnement et de développer des pratiques aquacoles intégrées et plus respectueuses de l'environnement. La performance environnementale des entreprises aquacoles s'appuiera sur le soutien aux investissements permettant de déployer des systèmes plus économes en eau pour les élevages, d'équiper les sites piscicoles en systèmes de gestion des effluents plus performants, d'adapter les sites pour le maintien ou la restauration de la continuité écologique <b>(48.1.e, i, j, R, toutes Régions sauf GUA)</b> . Il s'agira de soutenir les entreprises aquacoles investissant dans des systèmes de production intégrés, plus performants sur le plan environnemental ou permettant de réduire l'impact de l'activité sur l'environnement.	OT 6
Art. 51 – Augmentation du potentiel des sites aquacoles	OUI	IR 15 – Nombre de projets pour l'augmentation du potentiel des sites aquacoles et pour des mesures relatives à la santé	154	Nombre de projets	Sur tout le territoire national, la mise en place des MEAP (meilleurs emplacements aquacoles possibles pour chaque type d'aquaculture envisagé, au travers d'outils de cartographie et de modélisation) permettra d'identifier les sites ayant les	OT 6

		publique et animale			<p>meilleures capacités d'accueil technico-économico-environnementales d'exploitations aquacoles <b>(51.1.a, N)</b>.</p> <p>Afin de développer la production, il s'agira de garantir l'accès d'activités aquacoles durables aux sites propices, d'augmenter le potentiel des sites dédiés aux activités aquacoles et de renforcer leurs capacités d'accueil. Il s'agira aussi de réhabiliter ou viabiliser des zones de production (projets d'infrastructures ou d'installations collectives), et de mener des opérations collectives concertées d'amélioration du potentiel productif de certaines zones spécifiques, y compris les actions de protection des cheptels contre certains prédateurs <b>(51.1b, c et d, toutes les Régions sauf HN)</b>.</p>	
Art. 53 – Conversion aux systèmes de management environnemental et d'audit et à l'aquaculture biologique	NON	IR 14 – Nombre de projets pour limiter l'incidence de la pêche sur l'environnement	125	Nombre de projets	<p>Pour promouvoir une aquaculture durable sur le plan environnemental, le développement de pratiques de production aquacole intégrées et de pratiques plus respectueuses de l'environnement sera favorisé.</p> <p>En ce sens, la conversion des entreprises de production à l'aquaculture biologique sera encouragée, via la compensation des surcoûts et pertes de revenus engendrés par le mode de production, au niveau des spécificités dans les itinéraires techniques et des services requis pour la certification biologique <b>(53, R, uniquement en NPDC, PC, AQ, LR, GUA.et Régions continentales)</b>.</p> <p>Priorité sera donnée aux entreprises</p>	OT 6

					de pisciculture.	
--	--	--	--	--	------------------	--

Objectif spécifique	<i><b>OS 2.4 : promouvoir une aquaculture offrant niveau élevé de protection environnementale</b></i>					
Intitulé de la mesure retenue concernée	Convient-il d'inclure l'indicateur dans le cadre des performances	Indicateurs de réalisation de la mesure			Justification de l'utilisation de chaque article	Objectif thématique auquel la mesure retenue contribue
		Intitulé de l'indicateur de réalisation et son unité de mesure	Valeur cible pour 2023	Unité de mesure		
Art. 54 – Aquaculture fournissant des services environnementaux	NON	IR 14 – Nombre de projets pour limiter l'incidence de la pêche sur l'environnement	259	Nombre de projets	Pour promouvoir une aquaculture durable sur le plan environnemental, le développement de pratiques de production aquacole intégrées et de pratiques plus respectueuses de l'environnement sera favorisé. Il s'agira d'encourager les entreprises fournissant des services environnementaux au sein de leurs unités de productions, au travers de la compensation des surcoûts et pertes de revenus engendrés par les services environnementaux mis en place <b>(54, R, uniquement PDL, PC, AQ, LR, GUA.et Régions continentales)</b> . Les entreprises seront accompagnée pour mettre en œuvre des pratiques spécifiques et participer au maintien de la richesse écologique et de la qualité environnementale des zones Natura 2000, ou pour mettre en œuvre des actions de conservation et valorisation de l'environnement, de la biodiversité, du paysage ou des caractéristiques traditionnelles des zones aquacoles dans des secteurs à forte valeur écologique, patrimonial ou culturelle.	OT 6

Art. 55 – Mesures de santé publique	OUI	IR 15 – Nombre de projets pour l'augmentation du potentiel des sites aquacoles et pour des mesures relatives à la santé publique et animale	23	Nombre de projets	<p>Les professionnels de l'aquaculture sont exposés à des risques exogènes spécifiques, climatiques et environnementaux. Des suspensions temporaires mais répétées d'activités conchylocoles, pour des raisons de santé publique, conséquence de la prolifération de biotoxines, démontrent la nécessité de mettre en place un mécanisme de couverture de ce risque dans le secteur de l'aquaculture sur tout le territoire national <b>(55, N)</b>. Cette démarche permettra d'atténuer les aléas sur la production et ainsi de renforcer la résilience des entreprises.</p> <p>Une étude est actuellement conduite qui permettra le préciser dans quelle conditions elle sera mise en œuvre ainsi que les moyens qui lui seront affectés.</p>	OT 3
Art. 56.1 a à e – Mesures relatives à la santé et au bien-être des animaux	OUI	IR 15 – Nombre de projets pour l'augmentation du potentiel des sites aquacoles et pour des mesures relatives à la santé publique et animale	28	Nombre de projets	<p>Sur tout le territoire national, il s'agira d'anticiper, prévenir les risques et aléas sur la production et renforcer la résilience des entreprises par la gestion individuelle mais aussi collective des risques pathologiques en aidant à la constitution et au fonctionnement de groupes de défense sanitaire, à l'élaboration et au déploiement de bonnes pratiques ou de codes de conduite sur la biosécurité, à la sensibilisation des producteurs, à la mise en place de plans d'éradications <b>(56.1 a à e, N)</b>.</p>	OT 3
Art. 56.1.f - Mesures relatives à la santé et au bien-être des animaux /suspension temporaire d'activité pour les	OUI	IR 15 – Nombre de projets pour l'augmentation du potentiel des sites	7	Nombre de projets	<p>Les professionnels de l'aquaculture sont exposés à des risques exogènes spécifiques, climatiques et environnementaux. Des phénomènes</p>	OT 3

conchyliculteurs		aquacoles et pour des mesures relatives à la santé publique et animale			<p>de mortalités massives et répétées de coquillages depuis 2008, démontrent la nécessité de mettre en place un mécanisme de couverture de ces risques dans le secteur de l'aquaculture sur tout le territoire national <b>(56.1.f, N)</b>. Cette démarche permettra d'atténuer les aléas sur la production et ainsi de renforcer la résilience des entreprises.</p> <p>Une étude est actuellement conduite qui permettra le préciser dans quelle conditions elle sera mise en œuvre ainsi que les moyens qui lui seront affectés.</p>	
Art. 57 – Assurance des élevages aquacoles	NON	IR 17 – Nombre de projets d'assurance dans les élevages aquacoles	1	Nombre de projets	<p>Les professionnels de l'aquaculture sont exposés à des risques exogènes spécifiques, climatiques et environnementaux. Des événements comme la tempête Xynthia en 2010, ont démontré la nécessité de favoriser la couverture de ces risques dans le secteur de l'aquaculture par le recours aux assurances <b>(57, N)</b>. Le développement de l'assurance des élevages aquacole sur tout le territoire national permettra d'atténuer les aléas sur la production et ainsi de renforcer la résilience des entreprises en cas de crise.</p> <p>Une étude est actuellement conduite qui permettra le préciser dans quelle conditions cette mesure sera mise en œuvre ainsi que les moyens qui lui seront affectés.</p>	OT 3



Objectif spécifique	<b>OS 2.5 : développer la formation professionnelle tout au long de la vie, de nouvelles compétences professionnelles et l'apprentissage tout au long de la vie</b>					
Intitulé de la mesure retenue concernée	Convient-il d'inclure l'indicateur dans le cadre des performances	Indicateurs de réalisation de la mesure			Justification de l'utilisation de chaque article	Objectif thématique auquel la mesure retenue contribue
		Intitulé de l'indicateur de réalisation et son unité de mesure	Valeur cible pour 2023	Unité de mesure		
Art. 50.– Promotion du capital humain et de la mise en réseau	NON	IR 16 – Nombre de projets de promotion du capital humain de l'aquaculture en général et d'établissement de nouveaux aquaculteurs	232	Nombre de projets	<p>Sur tout le territoire national, il s'agira, par la formation, de créer une réponse à l'offre d'emplois, à la fois en développant les compétences et en rendant les métiers plus attractifs <b>(50.a et b, N)</b></p> <p>50.c : il s'agira de mieux valoriser les métiers de l'aquaculture de façon à promouvoir leur attractivité et de favoriser l'accompagnement collectif des entreprises pour anticiper les évolutions réglementaires, socio-économico-environnementales et lever les freins à l'augmentation de la production <b>(50.c, toutes les Régions sauf HN, PACA)</b>. Par le soutien aux actions de mise en réseau, diffusion des connaissances et projets partenariaux, il s'agira de développer des pratiques et systèmes productifs optimisant le volume et la qualité des produits ; réduire l'impact environnemental ; valoriser les co-produits et déchets ; favoriser l'insertion territoriale des activités. Les actions pilotées par les structures professionnelles sont prioritaires.</p>	OT 8

### 1.1.3 Priorité 3 de l'Union : encourager la mise en œuvre de la PCP

Objectif spécifique		<b>OS 3.1 : Améliorer les connaissances scientifiques et leur diffusion et améliorer la collecte et la gestion des données</b>				
Intitulé de la mesure retenue concernée	Convient-il d'inclure l'indicateur dans le cadre des performances	Indicateurs de réalisation de la mesure			Justification de l'utilisation de chaque article	Objectif thématique auquel la mesure retenue contribue
		Intitulé de l'indicateur de réalisation et son unité de mesure	Valeur cible pour 2023	Unité de mesure		
Art. 77 – Collecte de données	OUI	IR 19 – Nombre de projets de soutien à la collecte, la gestion et l'utilisation des données	2	Nombre de projets	Sur tout le territoire national, il s'agira de collecter, gérer, utiliser des données pour le soutien aux avis scientifiques et acquérir les connaissances nécessaires pour améliorer la gestion de la ressource et la compréhension des interactions entre pêche et environnement <b>(77, N)</b> . La mesure sera mobilisée selon les modalités décrites dans le chapitre 13.	OT 6

Objectif spécifique		<b>OS 3.2 : Fournir un soutien à la surveillance, au contrôle et à l'exécution, renforçant ainsi les capacités institutionnelles et l'efficacité de l'administration publique, sans augmenter la contrainte administrative</b>				
Intitulé de la mesure retenue concernée	Convient-il d'inclure l'indicateur dans le cadre des performances	Indicateurs de réalisation de la mesure			Justification de l'utilisation de chaque article	Objectif thématique auquel la mesure retenue contribue
		Intitulé de l'indicateur de réalisation et son unité de mesure	Valeur cible pour 2023	Unité de mesure		
Art. 76 – Contrôle et exécution	NON	IR 18 – Nombre de projets de mise en œuvre du système de contrôle, d'inspection et d'exécution de	48	Nombre de projets	Sur tout le territoire national, il s'agira de renforcer les capacités administratives et l'efficacité de l'action publique en matière de contrôle des pêches <b>(76, N)</b> . Il s'agira de fiabiliser le système d'enregistrement et de	OT 6

		l'Union			<p>collecte des données de captures, d'effort, contrôler de l'obligation de débarquement, lutter contre la pêche INN, et maintenir un niveau de contrôle suffisant et proportionné.</p> <p>L'ensemble des mesures envisagées relèvent du point 2, alinéas a) à l) de l'article 76 du règlement FEAMP et des priorités fixées dans la décision d'exécution de la Commission 2014/464/UE du 15 juillet 2014.</p> <p>La sélection sera effectuée en fonction de la concordance des projets avec les priorités de la France et de l'Union européenne.</p>	
--	--	---------	--	--	---	--

#### 1.1.4 Priorité 4 de l'Union : Améliorer l'emploi et la cohésion territoriale

Objectif spécifique	<b>OS 4.1 : promouvoir la croissance économique, l'inclusion sociale et la création d'emploi, et la fourniture d'un soutien à l'aptitude à l'emploi et à la mobilité des travailleurs des communautés côtières et de l'intérieur des terres qui sont tributaires de la pêche et de l'aquaculture, y compris la diversification des activités à l'intérieur du secteur de la pêche et au profit d'autres secteurs de l'économie maritime</b>					
Intitulé de la mesure retenue concernée	Convient-il d'inclure l'indicateur dans le cadre des performances	Indicateurs de réalisation de la mesure			Justification de l'utilisation de chaque article	Objectif thématique auquel la mesure retenue contribue
		Intitulé de l'indicateur de réalisation et son unité de mesure	Valeur cible pour 2023	Unité de mesure		
Art. 62.1.a – Aide préparatoire	NON	IR 21 – Nombre de projets d'aide préparatoire	19	Nombre de projets	Objectif de la mesure <b>(62.1.a, R, même Régions que 63)</b> : améliorer la qualité de stratégies DLAL (aide préparatoire)	OT 8
Art. 63 – Mise en œuvre de stratégies de développement local mené par les acteurs locaux	OUI	IR 20 – Nombre de stratégies locales de développement mises en œuvre	31	Nombre de stratégies	Besoins prioritaires auxquels répond cette mesure <b>(63, R, toutes les Régions métropolitaines sauf PDL, ainsi que GUA et St Martin)</b> : - Maintenir et créer localement les emplois directs ou indirects des filières pêche et aquaculture - Renforcer la place de la pêche et des aquacultures dans le développement des territoires littoraux <i>Toutes les Régions métropolitaines ont ouvert cette mesure à l'exception des Pays de la Loire. Parmi les RUP, seuls la Guadeloupe et St Martin ouvrent cette mesure.</i>	OT 8
Art. 64 – Activités de coopération	NON	IR 22 – Nombre de projets de coopération	49	Nombre de projets	Besoin unitaire auquel répond cette mesure <b>(64, R, même Régions que 63)</b> : favoriser les synergies et coopérations entre territoires plaçant la pêche et l'aquaculture au cœur de leur développement	OT 8

### 1.1.5 Priorité 5 de l'Union : encourager la commercialisation et la transformation

Objectif spécifique		<i>OS 5.1 : améliorer l'organisation du marché des produits de la pêche et de l'aquaculture</i>				
Intitulé de la mesure retenue concernée	Convient-il d'inclure l'indicateur dans le cadre des performances	Indicateurs de réalisation de la mesure			Justification de l'utilisation de chaque article	Objectif thématique auquel la mesure retenue contribue
		Intitulé de l'indicateur de réalisation et son unité de mesure	Valeur cible pour 2023	Unité de mesure		
Art. 66 – Plans de production et de commercialisation	OUI	IR 23. Nombre d'OP ou d'AOP bénéficiant d'un soutien pour des PPC	17	Nombre d'OP ou AOP	<p>Sur tout le territoire national, il s'agira de <b>(66, N)</b> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- assurer l'adéquation entre offre de pêche et demande du marché de la première vente, rôle des organisations de producteurs (OP) ;</li> <li>- améliorer l'insertion des produits aquacoles dans les circuits de distribution</li> </ul> <p>Exclusivement retenues : actions décrites dans un PPC et reprises dans le rapport d'exécution (les deux documents étant validés par l'Etat Membre).</p> <p>Il s'agira de renforcer, via la validation des PPC et des rapports annuels, le rôle des OP, dans leur rôle de gestion des apports, de valorisation des produits et d'aide à la structuration des filières de l'amont à l'aval, dans un contexte de concurrence accrue.</p>	OT 3
Art. 67 – Aide au stockage	NON	IR 24 – Nombre de projets bénéficiant des mesures de commercialisation	45	Nombre de projets	Sur tout le territoire national, il s'agira de mettre en adéquation l'offre de pêche et la demande du marché au niveau de la première	OT 3

		et aide au stockage			<p>vente (qualité des produits, quantités, types de produits transformés...) et asseoir le rôle des OP <b>(67, N)</b>.</p> <p>Exclusivement retenues : outre les prescriptions réglementaires qui encadrent ce dispositif, les opérations de stockage respectant les modalités de stabilisation et de conservation, la traçabilité des produits, les critères de comptabilité matière définis par la France.</p> <p>La priorité donnée à ce dispositif est un accompagnement des OP pour la disparition progressive des aides au marché. Dans ce cadre, une discussion annuelle avec les OP en fin d'année N permet de discuter les espèces sur lesquelles un prix de déclenchement (qui ouvre droit à l'aide) paraît encore nécessaire pour l'année N+1.</p>	
Art. 68 – Mesure de commercialisation	NON	IR 24 – Nombre de projets bénéficiant des mesures de commercialisation et aide au stockage	575	Nombre de projets	<p>Sur tout le territoire national pour <b>(68.1.a, d et g, N)</b>, il s'agira d'assurer l'adéquation entre offre de pêche et demande du marché de la première vente, renforcement du rôle des OP.</p> <p>68.1.a - Exclusivement retenus : projets garantissant dans les 2 ans la reconnaissance comme OP de la structure bénéficiaire (activité économique suffisante). Dossiers retenus prioritairement sur les perspectives d'amélioration de la gestion des apports et de la première vente. Choix des dossiers en septembre pour démarrage</p>	OT 3

					<p>début d'année suivante.</p> <p>68.1.d - Exclusivement retenus : projets nationaux menés avec plusieurs maillons de la filière. Retenus prioritairement : dossiers dont les retombées sont les plus importantes pour les entreprises et le fonctionnement de la filière. Choix des dossiers en septembre pour démarrage début d'année suivante.</p> <p>68.1.g - Exclusivement retenus : projets nationaux ou régionaux menés avec plusieurs maillons de la filière. Retenus prioritairement : dossiers nationaux dont les retombées sont les plus importantes pour les entreprises et le fonctionnement de la filière. Choix des dossiers en septembre pour démarrage début d'année suivante.</p> <p>Sur tout le territoire national, il s'agit d'améliorer l'insertion des produits aquacoles dans les circuits de distribution.</p> <p>Il sera mis en place une aide à la création d'O.P. (68.1a), informer les producteurs et OP sur les marchés des produits aquatiques (68.1d) et des aides aux campagnes de communication sur les produits aquacoles (68.1g)</p> <p>Besoins unitaires auxquels répond la mesure <b>(68.1.b, c, e et f, R, toutes les Régions sauf PACA et St Martin) :</b></p>	
--	--	--	--	--	--	--

					<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mettre en adéquation l'offre de pêche et la demande du marché lors de la 1ère vente par l'amélioration des conditions de la première commercialisation, la valorisation et l'amélioration de la qualité des produits ainsi que leur traçabilité (dont création de labels)</li> <li>- Améliorer la distribution des produits aquacoles</li> </ul> <p>Il s'agit de favoriser l'accès au marché des produits, par l'amélioration de leur qualité, durabilité, traçabilité, présentation. Sont soutenus les projets stratégiques des entreprises et des projets d'intérêt collectif.</p>	
Art. 70 – Régime de compensation	OUI	IR 26 – Nombre d'opérateurs bénéficiant de régimes de compensation	430	Nombre d'opérateurs	<p>Besoin prioritaire auquel répond cette mesure <b>(70, R, six RUP françaises)</b> : permettre aux entreprises des secteurs de la pêche et de l'aquaculture des six RUP françaises d'avoir un développement équivalent à la métropole</p> <p>Il est nécessaire de permettre aux filières pêche et aquaculture de compenser les surcoûts liés à l'éloignement afin de favoriser un essor équitable de ces filières.</p> <p>L'adhésion des porteurs de projet à une structure professionnelle de gouvernance du plan de compensation des surcoûts (PCS), spécifique à chaque RUP, sera privilégiée pour veiller à la</p>	OT 3



					<p>mobilisation de toute la filière autour du PCS. Cette structure pourra être porteuse du PCS et chargée du versement de l'aide aux bénéficiaires. L'adhésion à une structure professionnelle deviendra un critère d'éligibilité au cours de la programmation (cible : 2018).</p> <p>Le dossier de demande doit être déposé avant l'achèvement de la programmation annuelle du PCS, i.e. avant l'achèvement de la dernière mesure donnant lieu à compensation sur l'année concernée.</p>	
--	--	--	--	--	---	--

Objectif spécifique		<b>OS 5.2 : encourager les investissements dans les secteurs de la transformation et de la commercialisation</b>				
Intitulé de la mesure retenue concernée	Convient-il d'inclure l'indicateur dans le cadre des performances	Indicateurs de réalisation de la mesure			Justification de l'utilisation de chaque article	Objectif thématique auquel la mesure retenue contribue
		Intitulé de l'indicateur de réalisation et son unité de mesure	Valeur cible pour 2023	Unité de mesure		
Art. 69 – Transformation des produits de la pêche et de l'aquaculture	NON	IR 25 – Nombre de projets de transformation	169	Nombre de projets	<p>Besoins unitaires auxquels répond cette mesure :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Améliorer les conditions de la première commercialisation et la valorisation des produits (hors halles à marée)</li> <li>- Accroître la valeur ajoutée des produits et co-produits de l'aquaculture à travers la transformation</li> <li>- Assurer une meilleure valorisation des produits lors de la première vente</li> </ul>	OT 3

					<p>par les halles à marée</p> <p>Il s'agira de favoriser la création de valeur ajoutée issue des productions afin d'améliorer la rentabilité de la filière pêche et le développement de l'aquaculture. Il s'agira d'adapter la présentation des produits aux attentes du marché <b>(69, R, toutes les Régions sauf St Martin)</b>.</p> <p>Cette mesure sera mise en œuvre à travers l'accompagnement des projets stratégiques de entreprises et des projets d'intérêt collectif</p>	
--	--	--	--	--	---	--

### 1.1.6 Priorité 6 de l'Union : Encourager la mise en œuvre de la PMI

Objectif spécifique		<i>OS 6.1 : Le développement et la mise en œuvre de la politique maritime intégrée</i>				
Intitulé de la mesure retenue concernée	Convient-il d'inclure l'indicateur dans le cadre des performances	Indicateurs de réalisation de la mesure			Justification de l'utilisation de chaque article	Objectif thématique auquel la mesure retenue contribue
		Intitulé de l'indicateur de réalisation et son unité de mesure	Valeur cible pour 2023	Unité de mesure		
Art. 80.1.a – Surveillance maritime intégrée	NON	IR 27 – Nombre de projets de surveillance maritime intégrée	5	Nombre de projets	<p>Sur tout le territoire national, il s'agira de mettre en place un CISE pour la surveillance du domaine maritime européen <b>(80.1.a, N)</b>.</p> <p>Les objectifs généraux sont de favoriser le développement de la surveillance maritime intégrée, selon deux axes, mise en œuvre par appels d'offre :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la mise en place d'un environnement commun de partage d'information, c'est-à-dire des plates-formes et réseaux intersectoriels de systèmes d'information destinés à faciliter l'échange de données, afin d'améliorer la connaissance et la surveillance des activités en mer ;</li> <li>- favoriser l'interopérabilité des moyens nautiques, aériens ou terrestre de surveillance et d'intervention maritime, c'est-à-dire la capacité des unités de surveillance à travailler efficacement en coordination avec de multiples partenaires opérationnels.</li> </ul> <p>Ils se déclinent en objectifs spécifiques dans l'un ou plusieurs des domaines</p>	OT 6

					qui relèvent de la surveillance et du contrôle des activités maritimes.	
Art. 80.1.b – Promotion de la protection du milieu marin	OUI	IR 28 - Nombre de projets pour la protection et l'amélioration des connaissances sur l'environnement marin	16	Nombre de projets	<p>Sur tout le territoire national, il s'agira d'améliorer la connaissance et la protection du milieu marin dans une logique écosystémique et de politique maritime intégrée</p> <p>Les objectifs généraux sont de mieux connaître et protéger le milieu marin en soutenant l'élaboration et la mise en œuvre des mesures de protection du milieu marin notamment dans les aires marines protégées ou par l'organisation spatiale d'activités en mer visant à la réduction de leur impact sur l'environnement marin, (hors pêche et aquaculture) <b>(80.1.b, N)</b>.</p> <p>Ils se déclinent en objectifs spécifiques mis en œuvre par appel à manifestation d'intérêt pour des projets listés annuellement :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Elaboration et mise en œuvre des DOCOB des sites Natura 2000 et des plans de gestion des aires marines protégées</li> <li>- Analyse de cohérence, représentativité et efficacité du réseau des AMP existant en fonction des méthodologies en cours de développement</li> <li>- Actions de protection et de restauration de l'état écologique du milieu marin, incluant les contrats Natura 2000.</li> </ul>	OT 6
Art. 80.1.c – Amélioration des connaissances concernant l'état du milieu marin	OUI	IR 28 - Nombre de projets pour la protection et l'amélioration des	21	Nombre de projets	<p>Sur tout le territoire national, il s'agira d'améliorer la connaissance et la protection du milieu marin dans une logique écosystémique et de politique</p>	OT 6

		connaissances sur l'environnement marin		<p>maritime intégrée.</p> <p>Les objectifs généraux sont de mieux connaître et protéger le milieu marin en contribuant à l'amélioration des connaissances concernant le fonctionnement des écosystèmes, l'état du milieu marin et l'impact des activités sur les milieux ainsi qu'aux actions visant la mise en place d'un réseau représentatif, cohérent d'AMP <b>(80.1.c, N)</b>.</p> <p>Ils se déclinent en objectifs spécifiques mis en œuvre appel à manifestation d'intérêt pour des projets listés annuellement:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Collecte, gestion des données relatives aux activités en mer et à leurs impacts sur les milieux pour mettre en place les programmes de surveillance et de mesures de la DCSMM et d'élaborer les plans de gestion des AMP,</li> <li>- actions de surveillance du fonctionnement des écosystèmes, de l'état écologique du milieu marin et de l'état de conservation des espèces et habitats,</li> </ul>	
--	--	---	--	--	--